

# BULLETIN de l'académie de RENNES



VOIE PRO

Le syndicat de la voie professionnelle

[www.rennes.snuep.fr](http://www.rennes.snuep.fr)

Mai 2022

## ÉDITO : PRÉSIDENTIELLES

*À l'heure où cet éditto est rédigé, le premier tour a rejoué l'épisode de la saison 2017, mettant en scène les deux personnages récurrents de la série présidentielle : Macron-Le Pen. Que peuvent attendre les enseignant-e-s et élèves de lycées professionnels de ce tableau électoral ? Sans doute, très peu d'espoir à la lecture de leur programme respectif : la formation professionnelle se résumant à l'apprentissage pour les deux candidats encore en lice. Quant au respect de*

*l'idée démocratique et de la pluralité des opinions, les dernières années nous ont malheureusement appris que ces principes sont devenus idéaux plus que réalité. Quel que soit le résultat du second tour, nous serons vigilant-e-s, prêt.e.s à défendre une conception de l'enseignement professionnel sous statut scolaire de qualité, fort-e-s de nos expériences et attentif-ve-s au devenir de nos élèves. Nous avons toute la légitimité de former les jeunes aux métiers mais aussi à la citoyen-*

*neté, la culture, l'ouverture aux autres malgré les campagnes et les décisions ministérielles qui tendent à nous affaiblir réforme après réforme.*

*Nos attentes pour une vraie politique de la voie professionnelle sous statut scolaire se porteront essentiellement sur les élections législatives qui, nous le souhaitons, ouvriront de réels débats démocratiques par la pluralité de la représentation des élus.*

## Les projets du candidat LREM pour la voie pro

Les responsables au national du SNUEP-FSU ont rencontré, avant le premier tour, J. Bénety qui pilote les politiques éducatives et J-L Bellanger qui a en charge la « révolution » de la voie Pro pour le parti LREM. De cette audience, il en est ressorti des éléments inquiétants pour les lycées professionnels et leurs enseignants. Le projet de « casse » de la voie sous statut scolaire demeure l'obsession du gouvernement actuel.

Voici quelques points proposés par le parti LREM :

### • Le temps de PFMP en terminale

Il passera à 30 semaines sur le cursus et sera doublé en terminale. Donc toutes les terminales (CAP et bac pro) seront calées sur le modèle du temps de l'apprentissage : les élèves seront tous alternants (le statut élève ou

stagiaire n'est pas encore arbitré) et les meilleurs seront apprentis.

Les compétences professionnelles seront donc transmises par les entreprises, entraînant une diminution drastique voire une disparition des matières professionnelles en terminale pro.

Le temps d'EG alloué aux jeunes ne sera pas modifié.

Les représentants de LREM ont rencontré les organisations patronales qui seraient prêtes à accueillir nos élèves. Mais existe-t-il une telle capacité dans les entreprises pour recevoir tous nos élèves ?

### • Le pacte enseignant

Une sorte d'avenant au statut (le pacte) sera proposé aux enseignants de manière optionnelle : les PLP qui s'y engageront le feront sur 4 missions qui seront fortement valorisées financièrement. En revanche, ceux qui n'y entreront pas, ne seront pas revalorisés.

#### **Les missions du pacte :**

- suivi individualisé des élèves (notamment en entreprise pour les terminales)
- devoirs faits
- remplacement des collègues absents
- formation continue sur les temps de vacances.

Les PLP qui s'engageraient dans ce pacte, le feront sur la base d'heures annualisées.

Tout sera « négocié » lors de la fameuse grande concertation : il y aura des groupes de travail en collège, en lycée général, en LT et en LP. Donc ce sera un pacte différent selon le lieu et le degré où l'on enseigne. Ce serait la fin d'un statut unique des enseignants.

### • Les filières pros et la carte des formations

Les macronistes veulent calibrer les filières et les places



en fonction des territoires et surtout des besoins des entreprises en main d'œuvre : il y aurait 1 000 000 d'emplois non pourvus. Ils souhaitent donc adapter la formation initiale des jeunes pour répondre aux demandes d'emplois non ou peu qualifiés, mal payés et/ou précaires. Selon France stratégie, les demandes seraient en ASSP, bâtiment, hôtellerie-restauration, automobile (carrosserie, mécanique).

### • Les dispositifs d'aides

Ils ont évoqué également des dispositifs d'aides aux tuteurs d'entreprise mais sans préciser la nature et l'origine de ces aides.

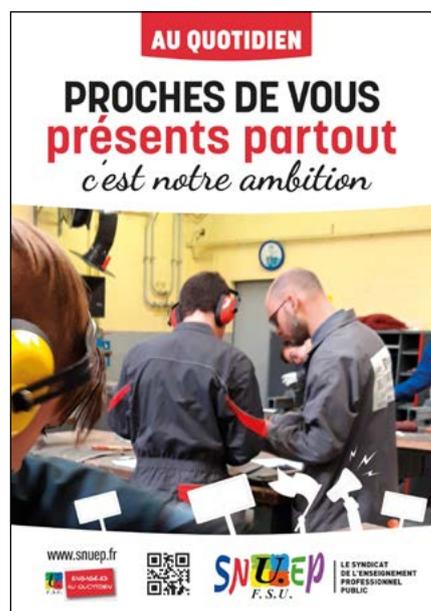
Les élèves en terminale seraient rémunérés 200 euros pour les mineurs, 500 pour les majeurs. Le chiffrage d'un tel dispositif pour tous les terminales n'est pas budgété mais serait à la charge du gouvernement.

### • Les autres points évoqués

Ils disent avoir reculé sur le transfert des LP au ministère du travail : selon eux ce n'est plus à l'ordre du jour.

Ils ne veulent pas retravailler les parcours ni les contenus. Enfin ils disent vouloir implanter des BTS dans les LP (promesse faite maintes fois).

Ces projets nous inquiètent fortement et reflètent le mépris de ce gouvernement pour notre travail et nos élèves.



« ...Nous commencerons notre déclaration par une pensée pour notre collègue d'éco-gestion de Blois qui s'est défenestrée pendant une heure de cours vendredi dernier.

Cette commission paritaire est la dernière avant les élections présidentielles et donc l'occasion de faire le bilan, ou plutôt le dépôt de bilan, de 5 ans de macronisme.

Dès le début nous avons dénoncé la transformation de la voie professionnelle, comme étant un instrument pour vider les LP au profit de l'apprentissage. Les dénégations d'alors du ministre ne tiennent plus, car les constats d'effectifs de rentrée sont là. Alors que les prévisions pour l'année scolaire 2021/2022 étaient de +107 élèves, à la rentrée, ce sont 562 élèves en moins qui étaient présents dans les LP. Les jeunes et les familles ont ainsi donné leur jugement sur cette désastreuse réforme.

Si on se fie à l'objectif officiel de valoriser l'enseignement professionnel, l'échec est total et aurait pu être évité si le ministre avait bien voulu écouter les enseignants. Au lieu de cela, se drapant dans son complexe de supériorité, il s'est obstiné à foncer dans le mur.

En revanche, l'ambition à peine voilée de réduire drastiquement l'enseignement professionnel sous statut scolaire au profit de l'apprentissage prôné

par le MEDEF, elle, est atteinte. Que 59 % des jeunes entrant en apprentissage pré-bac n'obtiennent jamais le diplôme ne semble pas gêner le gouvernement. Que deviennent ces jeunes ? Rien n'est prévu pour leur retour dans des formations sous statut scolaire !!!

Parmi les mesures de cette réforme, la création « familles de métiers » devait permettre à des élèves hésitants de réfléchir un an de plus à leur orientation. Si dans certains domaines, ces familles de métiers sont une bonne idée, la volonté de la généraliser aboutit à des absurdités. « ... ». De plus les réorientations ne sont possibles qu'en fonction des places vacantes et des filières existantes rendant la mobilité très théorique.

« ... ».

Mais le principal effet de cette transformation est la perte de nombreuses heures de cours au profit de dispositifs qui ont la plupart du temps démontré leur inefficacité.

Quant à la loi de transformation de la fonction publique, elle résume bien la conception du dialogue social selon ce gouvernement : des CAPA vidées de la quasi-totalité de leurs compétences pour rendre les décisions de mutations ou de promotion le plus opaque possible. Chacun aura compris que l'école de la confiance n'est qu'une vaste fumisterie.

Concernant la commission paritaire qui nous intéresse aujourd'hui, un seul recours est à étudier. Les PLP ne veulent pas perdre du temps dans le parcours du combattant des recours pour un résultat plus qu'incertain. Pourtant l'avis est primordial pour obtenir une promotion et donc pour limiter la perte de pouvoir d'achat pendant ce quinquennat de gel du point d'indice. Au sujet des salaires l'annonce d'un éventuel dégel, dont on ne connaît pas l'ampleur et conditionné à un vote favorable au pouvoir en place ne trompera personne. Quant à l'avancement, on nous dira qu'un avis satisfaisant ou très satisfaisant est une reconnaissance du travail accompli. Mais la réalité est que dans la période actuelle, où le mépris du ministre et du gouvernement pour les enseignants est régulièrement affiché, la première reconnaissance que les collègues attendent est un salaire décent. Le niveau de rémunération extrêmement faible des enseignants en France est la preuve indéniable que ce gouvernement n'a aucun respect pour les professeurs.

Il ne faut donc pas s'étonner que ce métier, pourtant si important, soit si peu attractif auprès des jeunes. D'ailleurs le ministre aura-t-il le courage d'annoncer les chiffres d'inscription au concours d'enseignement avant les élections ?



ENGAGÉ-ES POUR  
DE MEILLEURES  
CONDITIONS DE TRAVAIL

## Être acteur de son affectation : un stage pour les contractuel.le.s à renouveler

À la suite du stage sur les « droits et devoirs des contractuel.le.s » qui s'est tenu au mois d'octobre, le SNUEP-FSU organisait le 8 avril dernier un nouveau stage ayant pour thème central les affectations. Ce sujet est vaste, et la journée a permis de revenir sur les postes à pourvoir, les vœux à faire, les principes d'affectations, les consé-

quences des postes obtenus sur la suite de la carrière.

Les stagiaires ont pu ainsi faire le lien entre les répartitions de DGH dans les établissements et les possibilités d'affectations, comprendre les demandes qu'il faut privilégier, voire l'aide syndicale qui peut leur être apportée.

Des liens avec le premier stage ont été fait sur les avenants de contrats, les propositions du rectorat que l'on doit accepter et celles que l'on peut refuser...

Ce stage sera renouvelé l'année prochaine, en essayant d'avancer la date pour coller au mieux sur la période de formulation des demandes.



Photos F. Dréan



## Groupe de travail sur la transformation de la voie professionnelle

Le 24 avril, le rectorat conviait les représentants des personnels à un groupe de travail sur la réforme de la voie professionnelle. Malheureusement ce qui aurait pu être un temps d'échange constructif s'est révélé une caricature de la façon dont le ministère Blanquer conçoit le « dialogue social ».

Un diaporama présentant toutes les conclusions du groupe de travail était présenté en séance et il était hors de question d'envisager en changer la moindre virgule. Chaque remarque syndicale était balayée d'un revers de

mains. La perte d'heures disciplinaires au profit de la co-intervention pose problème, pas pour le rectorat, car les élèves apprennent beaucoup mieux et plus vite. Le chef-d'œuvre peut se révéler compliqué à mettre en place et pas toujours intéressant pédagogiquement

M<sup>me</sup> Lechat doyenne des IEN a la solution. Dans les établissements où l'on a les bonnes pratiques, elle a vu des choses formidables, des personnels enthousiasmés par les nouveaux dispositifs et des élèves radieux... Visiblement nous ne fréquentons pas les mêmes établissements.

Cette faculté à nier la réalité est assez étonnante, cependant les chiffres sont têtus. Alors que dans les conclusions écrites avant le groupe de travail affichent avec fierté que la réforme valorise l'enseignement professionnel, les élèves fuient cette valorisation en étant nettement moins nombreux à s'inscrire en LP. Dans son aveuglement le rectorat ne voit dans cette perte d'effectif qu'un effet malheureux du covid.

Priorités et propositions  
syndicales



## Les ateliers de la voie pro

Les premiers Ateliers de la voie professionnelle, se sont déroulés les 31 mars et 1er avril 2022 à Gentilly (94). Ils ont permis d'analyser les conséquences des cinq années de J.-M. Blanquer sur le métier des professeur·es de lycée professionnel et sur leurs élèves.

Ces deux journées ont été l'occasion d'exposer les difficultés rencontrées au quotidien par les PLP et les élèves, de mettre en débat dans l'espace public les enjeux actuels et d'exprimer les attentes de chacun.e sur la voie pro.

En ouverture des Ateliers de la voie pro, Harris interactive qui a mené pour le compte du SNUEP-FSU, une enquête en donnant la parole aux enseignant.e.s de lycées professionnels (PLP) sur le quinquennat Macron/Blanquer, a présenté des résultats illustrant le large mécontentement des professeur.e.s et renforçant ainsi les mandats portés par le SNUEP-FSU.

Par la suite, les deux journées se sont organisées autour de 4 ateliers balayant les sujets importants de la voie pro :

**Atelier 1 : Evolution de l'enseignement général pour quelles finalités ?** Iris Naget (Association des professeurs d'histoire et de géographie) et Christophe Mondin (Association des professeurs de mathématiques de l'Enseignement public) ont souli-



gné les pertes de contenus et de sens dans ces disciplines générés par la réforme Blanquer. Puis Fanny Renard, maître de conférences en sociologie (GRESKO) a présenté ses travaux sur la spécialité coiffure.

**Atelier 2 : Quel développement de la philosophie et du sport dans la voie professionnelle ?** J-F Dejours, du SNES-FSU et Christian Couturier, secrétaire national du SNEP-FSU, ont apporté des éclairages intéressants sur les pratiques de ces disciplines dans la voie pro sous statut scolaire et des bénéfices que l'on peut attendre.

Fabienne Maillard et Stéphane Bonnery, professeurs en science de l'éducation à l'Université Paris 8, sont intervenus lors de l'**atelier 3 sur de l'impact du confinement et de l'enseignement à distance sur les élèves.**

**Le dernier atelier a permis d'aborder les contenus et la place des diplômes ainsi que le développement de l'apprentissage et de ses conséquences sur les enseignements.**

Ces différents ateliers ont donné l'occasion, outre d'un apport de données et de savoirs mais également d'échanges et de témoignages de professeur.e.s en LP.

Ces premiers ateliers ont été une franche réussite par la densité et la qualité des interventions de toutes et tous. Nous remercions les organisateurs d'avoir su donner un espace de parole pour dresser le bilan des dernières réformes. Nous souhaitons que la deuxième édition poursuive la voie empruntée et se développe encore plus largement.